

TERRORISME ENQUÊTE

Attentats de Lockerbie et du DC-10 d'UTA : le groupe palestinien Abou Nidal soupçonné

Les juges chargés de l'attentat de la rue des Rosiers ont été informés de l'implication présumée de Youssef Ali Qassim al-Farah, alias « docteur Kamal », dans les explosions des deux avions en 1988 et 1989. Des documents issus des archives du régime Kadhafi et un témoignage inédit confirment son rôle.

Karl Laske et Vincent Nouzille - 18 septembre 2025 à 17h57

En rendant public, en juillet, leur réquisitoire définitif dans l'affaire de l'attentat de la rue des Rosiers (commis le 9 août 1982 et attribué au groupe terroriste Abou Nidal), des magistrats du Parquet national antiterroriste (Pnat) ont laissé filer une information capitale pour les familles des victimes de deux autres attentats, celui du DC-10 d'UTA et celui de Lockerbie.

L'un des chefs du groupe Abou Nidal, le Palestinien Youssef Ali Qassim al-Farah, *alias* « docteur Kamal », supposé encore en vie, aurait joué un rôle clé dans les explosions de l'avion d'UTA (70 morts en 1989) et de celui de la Pan Am, au-dessus de Lockerbie, en Écosse (270 morts en 1988).

Dans ces deux dossiers, dans lesquels la responsabilité libyenne a été établie, la participation de ce groupe terroriste aux préparatifs n'était pas connue.



Abdallah Senoussi, Youssef Ali Qassim al-Farah, alias docteur Kamal, et Abou Nidal. © Photomontage Mediapart avec Dario Lopez-Mills / AP via SIPA et Guillou / SIPA

À la page 103 de leur réquisitoire définitif sur l'attentat de la rue des Rosiers, les magistrats du Pnat relèvent l'implication du Dr Kamal telle qu'elle leur a été révélée par Atef Abubaker, porte-parole du groupe de 1985 à 1989, devenu un farouche dénonciateur des crimes commis par Abou Nidal, et l'un des principaux témoins à charge du dossier.

« Une fois l'organisation [Abou Nidal] transférée à Tripoli, la responsabilité particulière du docteur Kamal s'était portée sur la relation quotidienne avec les services de renseignement libyens, écritent les procureurs. Atef Abubaker indiquait que pendant cette période [le docteur Kamal] était le responsable des opérations extérieures avec les Libyens de 1986 à 1990. Il a participé avec Senoussi à l'attentat contre le DC-10 d'UTA », poursuivent-ils.

Entendu à douze reprises entre 2011 et 2023 dans l'enquête sur l'attentat de la rue des Rosiers, Atef Abubaker a permis d'identifier les membres présumés du commando. Mais en dépit de ses révélations sur les attentats libyens, il n'avait pas été interrogé ensuite dans l'enquête judiciaire sur celui du DC-10, ni dans celle de Lockerbie.

Questionné aujourd'hui par Mediapart sur l'implication du groupe Abou Nidal dans les attentats d'UTA et de Lockerbie, son ancien porte-parole est formel : « Oui, le groupe Abou Nidal a été impliqué, aux côtés des Libyens, dans ces attentats », déclare-t-il.

Un comité conjoint des opérations

Alors que les familles des victimes du DC-10 d'UTA s'apprentent, vendredi 19 septembre, à commémorer le 36^e anniversaire de l'attentat, et à quelques jours du prononcé du jugement dans l'affaire des financements libyens, la justice semble déterminée à rouvrir les investigations sur l'attentat de 1989, forte de nouveaux éléments, en particulier les documents issus des archives inédites

d'Abdallah Senoussi, le beau-frère de Kadhafi et ancien chef des services de renseignement libyens, incarcéré en Libye depuis 2012.

Parmi ces documents rendus publics par Samir Shegware, un Libyen ayant participé au soulèvement de 2012 (coauteur du livre *L'Assassin qu'il fallait sauver* avec les journalistes signataires de cet article), une note estampillée « top-secret », datée du 2 octobre 1988, atteste précisément de la participation du groupe Abou Nidal à une réunion autour d'Abdallah Senoussi visant à préparer une vague d'attentats contre des avions occidentaux.

« Une réunion s'est tenue en présence des membres de la division des opérations et du Conseil révolutionnaire », signale ce document libyen. Or le « Conseil révolutionnaire » n'est autre qu'un des *alias* du groupe Abou Nidal, dont le nom officiel était le Fatah-Conseil révolutionnaire.

Cette note évoque en outre l'intervention du « *Docteur* » lors de cette réunion censée déterminer le point de départ d'une première valise piégée, pour frapper prioritairement un avion de ligne français de la compagnie UTA allant de Paris vers l'Afrique.

En 1987, le groupe Abou Nidal transfère son quartier général en Libye et y ouvre un camp d'entraînement.

« Il a été convenu de choisir la ligne qui part de Zagreb en Yougoslavie et passe par Zurich, puis Paris. Concernant l'utilisation de l'aéroport de Zagreb, la proposition a été faite par le Docteur personnellement afin de faciliter les procédures, selon ce dernier », peut-on lire encore dans la note top secrète.

Installé d'abord en Irak, puis en Syrie jusqu'au milieu des années 1980, le groupe Abou Nidal, du nom de ce dissident de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) ayant créé sa propre structure en 1974, avait trouvé des appuis auprès du colonel Kadhafi en 1985. Il s'est mis à travailler étroitement avec les services secrets libyens, dans plusieurs opérations terroristes à l'étranger, comme les attaques des aéroports de Vienne (Autriche) et de Rome (Italie) en décembre 1985, ou lors de l'attentat ayant frappé la discothèque La Belle à Berlin-Ouest en avril 1986.

Le groupe Abou Nidal a ensuite transféré son quartier général en Libye en 1987 et y a ouvert un camp d'entraînement, qui, avec l'aval de Kadhafi, est devenu un vivier d'hommes pour les opérations clandestines libyennes.



Le 22 décembre 1988 à Lockerbie, au lendemain de l'explosion au-dessus de la commune d'un Jumbo Jet 747 de la Pan Am. © Photo Roy Letkey / AFP

« À cette époque, les services libyens, qui étaient dirigés de fait par Abdallah Senoussi, ont créé un comité conjoint des opérations avec le groupe Abou Nidal, explique à Mediapart Atef Abubaker, qui fut lui-même basé à Tripoli durant ces années. Ensemble, ils ont pu ainsi organiser des opérations commanditées par les Libyens. Par exemple, les Libyens avaient une faible expérience en matière d'explosifs. Des membres du groupe Abou Nidal les ont formés à cela, en lien avec des instructeurs venus d'Allemagne de l'Est. Ce fut notamment le cas d'Abou Agila Khair, alias Masud. »

Ce dernier, artificier présumé de l'attentat de Lockerbie, attend son procès, qui doit démarer en avril 2026 aux États-Unis.

Concernant les opérations terroristes, Atef Abubaker ajoute cette précision importante : « Ce comité conjoint était dirigé, côté libyen, par Abdallah Senoussi, et, côté Abou Nidal, par un personnage clé, surnommé le Dr Kamal, qui représentait ce groupe à Tripoli. »

« Dr Kamal », un fidèle d'Abou Nidal

Le profil et le parcours du « docteur » ont été reconstitués par les procureurs de l'attentat de la rue des Rosiers, qui, sans l'incriminer, lui consacrent plusieurs pages dans leur réquisitoire. Youssef Ali Qassim al-Farah est né en 1944 à Khan Younès, dans la bande de Gaza. Ayant rejoint le groupe Abou Nidal dès sa création, en 1974, il a été responsable du camp d'entraînement de Hit, en Irak, jusqu'en 1979, où les futurs membres du commando de la rue des Rosiers se sont entraînés.

« Son surnom de Docteur ne correspond à aucune qualification particulière, c'était juste un faux titre honorifique que lui a donné Abou Nidal », se rappelle Atef Abubaker. Ali al-Farah s'est marié à la sœur d'Atef Hammouda, le principal responsable des finances de l'organisation.

Selon plusieurs témoignages, il a été le représentant du groupe Abou Nidal en Yougoslavie, avant de s'occuper des opérations spéciales, autrement dit des attentats et autres actions terroristes à l'étranger. Il aurait ainsi été en lien, pour une mission à Rome, avec un Palestinien nommé Zeid Safarini, lequel sera condamné aux États-Unis pour sa participation à une attaque avortée à Karachi (Pakistan), en septembre 1986, d'un avion Pan Am que le commando devait faire exploser en vol.

Puis son ascension s'est poursuivie dans l'entourage d'Abou Nidal. « En 1985, le Dr Kamal s'est installé à Tripoli comme représentant du groupe auprès de Kadhafi. Et, après qu'Abou Nidal avait évincé son chef du renseignement, Abdelrahman Issa, en 1987, le Dr Kamal est devenu l'homme fort du groupe en Libye, aux côtés d'un de ses amis, Azmi Hussein. Il était le fidèle, l'esclave d'Abou Nidal », explique Atef Aboubaker, qui le voyait très régulièrement dans des réunions en Libye. « Il était l'un des hommes de confiance d'Abou Nidal », a confirmé le service de renseignement allemand (le BND), dans une note datée de 1991.

« Le Docteur était un ancien instructeur militaire dans les camps en Irak et il connaissait les explosifs. »
Atef Abubaker, ancien porte-parole du groupe Abou Nidal

En France, le « docteur Kamal » s'est aussi fait connaître des responsables de la Direction de la surveillance du territoire (DST, ancêtre de la DGSI), qui l'ont rencontré à plusieurs reprises dans le cadre des négociations d'un « pacte secret » noué entre les services français et le groupe Abou Nidal après l'attentat de la rue des Rosiers, et détailé dans des documents déclassifiés du contre-espionnage datant de 1983 à 1986. Selon Atef Abubaker, la DST l'aurait même photographié en compagnie de prostituées au Moulin-Rouge, à Paris...

Preuve de son rang, le Docteur secondait Abou Nidal lors d'une rencontre au sommet organisée à Alger en juin 1987 avec la DST. À leur retour, les officiels de la DST le décrivent comme un homme « grand et svelte », « les cheveux gris-blanc frisés », « avec une calvitie prononcée au milieu du crâne » et « une allure relativement européenne, voire anglo-saxonne ».

Le test des valises piégées

Un autre document issu des archives Senoussi mentionne la présence du « Docteur » lors d'une séance de tests d'explosifs sur des valises, qui se déroulent le 4 octobre 1988, deux jours après la précédente réunion au sommet. Le rapport sur ces essais est explicite : « Plusieurs tests de scanner ont été réalisés, pour être sûr, dont l'un en présence du lieutenant-colonel Abdallah Senoussi, du Docteur et des délégués de l'administration technique qui supervisent les préparatifs. Le Docteur a apprécié le procédé technique avec lequel la valise a été préparée. »

Selon Atef Abubaker, « le Docteur mentionné dans ces documents est le Dr Kamal ». « Le Dr Kamal représentait le groupe Abou Nidal à cette période à Tripoli dans le comité joint. Il était, de ce fait, très proche de Senoussi. Par ailleurs, il était le seul dirigeant surnommé ainsi dans les hautes instances du groupe Abou Nidal en Libye à cette époque. » Enfin, « le Docteur était un ancien instructeur militaire dans les camps en Irak et il connaissait les explosifs. Ce qui justifie sa présence lors des tests ».

Il n'est pas exclu que le groupe Abou Nidal ait « fourni ces valises piégées » aux Libyens, juge Atef Abubaker. Ces tests auraient permis de déterminer, selon lui, qu'il « suffisait de 700 à 800 grammes d'explosifs pour détruire un avion ».

Le fait que le « Docteur » conseille d'utiliser l'aéroport de Zagreb comme point de départ de la valise piégée est un autre élément d'identification. « *Le Dr Kamal connaissait très bien la Yougoslavie où il avait résidé au début des années 80* », relève Abubaker. Les services libyens suivent d'ailleurs à la lettre les conseils du « Docteur ». Dès la mi-octobre 1988, ils envoient l'un des leurs, Abdelbasset al-Megrahi – qui sera le seul futur condamné de l'affaire Lockerbie, mort en 2012 – en mission de repérage à Belgrade, la capitale de la Yougoslavie. Deux documents manuscrits, provenant des archives de Senoussi et rédigés par al-Megrahi à son retour, rendent compte de ce voyage.

Le Dr Kamal pourrait avoir joué un rôle dans la supervision de l'exécution des attentats.

L'agent libyen explique que, d'après son contact sur place, « *tout est sous contrôle* » pour l'opération à venir, et qu'après en avoir informé Abdallah Senoussi, il faut sans doute également tenir le « *Docteur* » au courant. Mais, fin novembre 1988, des obstacles imprévus semblent freiner ces préparatifs en Yougoslavie, obligeant les services libyens à changer leurs plans. Là encore, le « *Docteur* » en est informé, au même titre qu'Abdallah Senoussi, un indice supplémentaire de son implication dans ces préparatifs,

en particulier dans le pays qu'il connaît bien et où il a recommandé d'agir.

Le docteur Kamal pourrait enfin, selon Atef Abubaker, avoir participé à une mission clé à Malte effectuée le 8 octobre 1988. Selon un rapport des services libyens, l'agent al-Megrahi et l'artificier Abou Agila Khair *alias* Masud s'y étaient rendus accompagnés de deux autres individus pour y introduire « *tous les composants pour l'opération* », autrement dit l'un des futurs attentats. L'un de ces accompagnateurs, titulaire d'un passeport nord-yéménite, est non identifié. Le second est porteur d'un passeport au nom de Mohammed Youssef Ibrahim, présenté par le rapport comme membre du « *du Conseil révolutionnaire* », autrement dit du groupe Abou Nidal.

Selon Atef Abubaker, ces deux hommes n'étaient autre que le Dr Kamal lui-même et un Palestinien nommé G. A. qui aurait joué un rôle actif dans l'acheminement de valises piégées jusqu'à Tripoli, puis Malte.

Explicitement cité par les documents d'Abdallah Senoussi comme ayant pris part aux choix des cibles et aux préparatifs techniques, le Dr Kamal pourrait donc avoir joué un rôle dans la supervision

de l'exécution des attentats. Les Libyens décident finalement de frapper un avion américain de la compagnie Pan Am, au-dessus de Lockerbie, le 21 décembre 1988. Puis un DC-10 de la compagnie française UTA, le 19 septembre 1989, dans le désert du Ténéré.

Selon Atef Abukater, l'ancien bras droit d'Abou Nidal était toujours en vie, jusqu'à une date récente, dans la bande de Gaza, sous la protection de groupes armés lié au Fatah (qui dirige l'Autorité palestinienne en Cisjordanie). En dépit de la guerre qui sévit à Gaza, le Palestinien pourrait finir par intéresser les juges français qui ont relancé l'enquête sur l'attentat du DC-10, ainsi que les autorités judiciaires écossaises et états-uniennes chargées des investigations sur celui de Lockerbie.

Karl Laske et Vincent Nouzille

Si vous avez des informations à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse enquete@mediapart.fr. Si vous souhaitez adresser des documents en passant par une plateforme hautement sécurisée, vous pouvez passer par SecureDrop de Mediapart, [la marche à suivre est explicitée dans cette page](#).